

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-040

DU 28 JANVIER 2022

TIERS-LIEUX, COMMERCE ET ARTISANAT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté de notification N°SA 40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CR 2019-043 modifiée du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;

VU la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up : Aides Pm'up, Tp'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes, 3ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-335 du 22 septembre 2021 relative au soutien aux tiers lieux, entrepreneuriat et autres affaires économiques ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 relative au soutien aux entreprises et accompagnement de la stratégie régionale ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-040 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien régional aux tiers-lieux

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation », au financement d'un projet de tiers-lieu de 133m², porté par la société Rayon à Orly, détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération. Pour ce faire, une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 € lui est attribuée.

Subordonne le versement des subventions visées à l'alinéa premier à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération susvisée n° CP 2021-335 du 22 septembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 (156001) « Aide au développement du territoire numérique », action 15600105 « Tiers-lieux » du budget 2022.

Article 2 : Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens

Adopte le nouveau règlement d'intervention relatif aux « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens » joint en annexe 2 à la présente délibération.

Décide de participer, au titre du volet 2 du Chèque numérique pour un commerce connecté, au financement de 3 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de

subventions d'un montant global de 25 000 € d'autorisation d'engagement aux 3 communes suivantes :

| DEPT | N° PROJET | BENEFICIAIRE | MONTANT DE LA SUBVENTION |
|------|-----------|---------------------|--------------------------|
| 78 | EX061842 | LES MUREAUX | 5 000 € |
| 92 | 21000643 | LE PLESSIS-ROBINSON | 10 000 € |
| 94 | EX061837 | FONTENAY-SOUS-BOIS | 10 000 € |

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes au modèle-type adopté par délibération CP 2021-440 du 19 novembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 25 000 €, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2022.

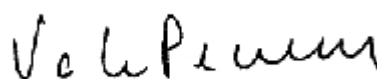
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Participation aux Journées européennes des métiers d'art

Décide de participer aux Journées Européennes des Métiers d'Art.

Affecte une autorisation d'engagement de 24 500 €, prélevée sur le 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2022 pour couvrir des dépenses de logistique et communication engendrées par la participation de la Région aux JEMA.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134549-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

DOSSIER N° 22001571 - Coworking Rayon Orly

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400

Action : 15600105- Tiers lieux

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – projets d'investissement | 112 140,00 € HT | 26,78 % | 30 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 30 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAYON
Adresse administrative : 21 PLACE DE LA REPUBLIQUE
75003 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Stéphanie CORSON, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La société Rayon développe un réseau francilien d'espaces de coworking, bureaux de proximité tout équipés pour offrir une alternative au télétravail à domicile. L'objectif est de couvrir le territoire francilien avec plus de 170 espaces.

Cette offre souhaite répondre aux besoins soulevés par le développement du télétravail à grande échelle, en offrant une solution pérenne avec des espaces conviviaux, dans un environnement professionnel, proposant de bonnes conditions de travail (équipement matériel de qualité, mobilier ergonomique, connexion très haut débit, wifi sécurisé...).

L'accès à l'espace sera simplifié via l'utilisation d'une application, permettant de réserver sa place, d'accéder au lieu de manière sécurisé 24/24 et 7/7 ainsi que de connaître le taux de remplissage de l'espace en temps réel.

L'espace d'Orly dispose d'une surface de 133m² et proposera 20 postes et 20 positions alternatives (salles de réunion, salons, tables hautes, phones box, espaces café).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La marge d'exploitation de la structure est estimée à - 106 950€, l'aide a bien été calculée conformément au régime d'aide.

Avec une base éligible de 112 140€HT, la subvention régionale s'élève à 30 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 26,75%.

Localisation géographique :

 ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux d'aménagement intérieur | 66 500,00 | 59,35% |
| Equipement | 40 000,00 | 35,70% |
| Etudes | 5 540,00 | 4,94% |
| Total | 112 040,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région (sollicitée) | 30 000,00 | 26,78% |
| Fonds Propres | 82 040,00 | 73,22% |
| Total | 112 040,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX061837 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" - VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS

Dispositif : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement) (n° 00001176)

Délibération Cadre : CR2019-043 modifiée

Imputation budgétaire : 939-94-65734-194002-400

Action : 19400202- TP'up

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS

Adresse administrative : 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE
94120 FONTENAY SOUS BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 1^{er} décembre 2021 au regard des dépenses d'abonnements.

Description :

Commune de près de 55 000 habitants et de 500 commerces, la ville de Fontenay-sous-Bois présente un tissu marchand éclaté en 5 polarités commerciales, qui apparaissent peu connectées entre elles. L'offre marchande diffère d'un secteur à l'autre, tant en termes de typologies d'activités que de positionnement-prix ou de rayonnement à l'échelle de la ville. Des manques ont été identifiés en alimentaire de proximité, hygiène-beauté-santé, culture loisirs et bricolage. Il existe également un enjeu en termes de positionnements sur la thématique restauration.

L'analyse des pratiques de consommations sur les réseaux sociaux des fontenaysien.ne.s (réalisée par CMARue en 2020) a mis en lumière le faible rayonnement numérique des enseignes locales. Or, le contexte sanitaire a rendu davantage nécessaire la présence des commerces et artisans de proximité sur internet. Le défi aujourd'hui est de les accompagner dans ce changement tout en favorisant le retour de la fréquentation physique afin de générer des flux et redynamiser des lieux de vie sociale.

La Ville de Fontenay-sous-Bois souhaite favoriser la visibilité et l'attractivité de ses commerces de proximité sur internet via Petitscommerces en référencant ses commerces de proximité sur un site internet réservé aux commerçants et artisans et en créant et diffusant du contenu de qualité (photos, textes) pour valoriser l'histoire, le savoir-faire, les produits / services de ses commerces de proximité.

La ville a choisi Petitscommerces car cette solution permet d'augmenter la visibilité des commerces sur internet et les réseaux sociaux, et in fine d'augmenter le trafic en boutique. En moyenne, les commerçants référencés sur Petitscommerces attirent 10 nouveaux clients par mois. De portée nationale, le site Petitscommerces propose un portail dédié sous la forme d'une page web dédiée, à ses couleurs, avec sa propre URL. Chaque commerçant est valorisé via un portrait valorisant et complet de son commerce sur la plateforme, sous la forme d'une page web dédiée qui bénéficie de sa propre URL (déplacement en boutique / atelier, reportage photo, interview du commerçant / artisan...) Le référencement sur Petitscommerces est clé en main pour les commerçants et artisans. En plus de l'audience apportée par la plateforme, chaque commerçant / artisan bénéficie d'un référencement optimisé sur des recherches locales (30% des recherches sur Google) : nom de la boutique, activité, produits, spécialités...

La plateforme est aussi très simple d'utilisation pour les consommateurs : elle permet d'accéder facilement aux portraits des commerçants grâce à un moteur de recherche performant (lieu, catégorie, tags...) et la géolocalisation. Les habitants peuvent également facilement se rendre en boutique via une fonction d'itinéraire et profiter des bons plans proposés par les commerçants / artisans via un outil de drive-to-store (génération de trafic en boutique avec un coupon envoyé par sms).

La ville mobilise une personne du secteur Développement économique afin de piloter le projet. La direction de la Communication sera sollicitée pour diffuser le dispositif auprès des commerçants et lancer la communication auprès des habitants et usagers du territoire (site internet, magazine, courrier, réseaux sociaux de la collectivité, journaux locaux, affichage municipal, organisation d'un événement...) Une réunion avec les associations de commerçants ou tout autre représentation locale de commerçants sera également organisée par Petitscommerces.

Il est convenu que Petitscommerces mette à disposition de la Ville un fichier partagé de suivi des commerces abonnés à la plateforme. À la fin de la mission, un bilan détaillé sera fourni par Petitscommerces (liste des commerces abonnés, nombre de vues, nombre de personnes touchées etc.) à l'occasion d'une réunion d'évaluation.

Localisation géographique :

 FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Accompagnement et gestion | 6 000,00 | 27,10% |
| Abonnements sur 12 mois, commissions sur ventes | 14 700,00 | 66,40% |
| Dépenses de communication | 1 440,00 | 6,50% |
| Total | 22 140,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région IDF | 10 000,00 | 45,17% |
| Auto-financement | 12 140,00 | 54,83% |
| Total | 22 140,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX061842 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" - VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DES MUREAUX (Année 2)

Dispositif : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement) (n° 00001176)

Délibération Cadre : CR2019-043 modifiée

Imputation budgétaire : 939-94-65734-194002-400

Action : 19400202- TP'up

| | |
|----------------------------------|--|
| PAR APPLICATION DU BAREME | MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 5 000,00 € |
|----------------------------------|--|

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 1^{er} janvier 2022 au regard des dépenses d'abonnements.

Description :

La Région Ile-de-France a soutenu la ville des Mureaux dans sa démarche de mise en place d'une "marketplace" en 2021, opérationnelle depuis janvier. La présente demande concerne la poursuite de l'action par l'abonnement annuel à la plateforme pour la 2ème année.

Bilan de l'action sur l'année 1 :

Le marché relatif à la marketplace Mavillemonshopping a été notifié en décembre 2020, pour une mise en place effective au 1er janvier 2021.

A l'initiative de la ville, plusieurs actions de communication ont été déployées (campagne d'affichage, stand d'information, page facebook...) avec un slogan « achetez malin, achetez muriautin » ;

Le manager commerce affecté à temps plein a démarché les commerçants, les premiers inscrits bénéficiant d'une aide de la part du photographe de la ville. L'arrivée début janvier d'un second manager commerce permet de prolonger l'action d'accompagnement des commerçants, pour la mise en ligne de leur boutique et annonces (rédaction des fiches produit).

En phase de lancement, cet accompagnement a été renforcé par l'appui d'acteurs locaux :

-Section BTS Négociation et Digitalisation de la Relation Clients du Lycée François VILLON (action de prospection téléphonique par les étudiants, débouchant sur une visite sur place chez le commerçant pour

l'aider et l'accompagner à mettre en place sa boutique en ligne)

- INSERSITE, association locale d'insertion dans les métiers du numérique, a effectué des visites chez les commerçants afin de les sensibiliser à la marketplace et les aider à mettre en ligne leur boutique et produits.

Au 30 septembre 2021, 30 boutiques inscrites, 19 en ligne (actives, ayant au moins un produit visible sur leur boutique), 245 articles en ligne au total sur l'ensemble des boutiques présentes sur la page Les Mureaux de la marketplace.

Pour cette 2ème année, la ville poursuit le déploiement de la plateforme "ma ville mon shopping" déclinée localement par le nom "achetez malin, achetez muriautin" afin de rendre visible la diversité du commerce du territoire et permettre aux commerçants de mettre en ligne leur catalogue produits, au moyen d'une solution souple, intuitive aussi facile d'utilisation qu'un site d'annonce en ligne.

Les deux managers commerces - l'un à temps complet, l'autre à 50% - mis à disposition par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France, accompagnent les commerçants à inscrire leurs boutiques numériques sur le site MaVilleMonShopping, à rédiger des fiches produits claires, complètes et intelligibles, et à la prise de photos au format accepté par le site. Ils les aident également à se référencer sur Google et pour ceux qui le souhaitent à être présents sur les réseaux sociaux (facebook, instagram).

La ville entend poursuivre son action de communication et de sensibilisation. A ce titre, une nouvelle campagne d'affichage 4x3 est menée, accompagnée de flyers, pour promouvoir son action.

Pour l'année 2022, l'évaluation du projet portera sur le :

- nombre de commerçants inscrits et évolution,
- nombre de ventes générées par la plate-forme et évolution annuelle,
- chiffre d'affaires global généré par les ventes réalisées sur la plate-forme,
- retour des commerçants via un questionnaire de satisfaction (nombre de ventes, facilité d'utilisation, qualité du service client mis en place par le prestataire...).

Localisation géographique :

 LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Place de marché locale / Abonnements sur 12 mois, commissions sur les ventes... | 11 537,00 | 100,00% |
| Total | 11 537,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région IDF | 5 000,00 | 43,34% |
| Banque des Territoires | 5 454,46 | 47,28% |
| Autofinancement | 1 082,54 | 9,38% |
| Total | 11 537,00 | 100,00% |

DOSSIER N° 21000643 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" - VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON

Dispositif : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement) (n° 00001176)

Délibération Cadre : CR2019-043 modifiée

Imputation budgétaire : 939-94-65734-194002-400

Action : 19400202- TP'up

| | |
|----------------------------------|---|
| PAR APPLICATION DU BAREME | MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 € |
|----------------------------------|---|

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON
Adresse administrative : 3 RUE DE LA MAIRIE
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques PERRIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2021 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 1^{er} août 2021 au regard du contrat d'hébergement et des dépenses d'abonnements pour les livraisons.

Description :

Avec près de 30 000 habitants, la commune du Plessis-Robinson met en place une solution à destination des commerces de son territoire. 44 commerces de tout secteur d'activité (alimentaire, services, équipement de la personne et de la maison, restauration,...) sont dans un premier temps impliqués dans cette mise en place.

L'objectif à travers la mise en place de la plateforme Comercéa est de fédérer les commerces des différents quartiers, de leur donner une meilleure visibilité, de leur ouvrir l'accès à un système performant de fidélisation, de commandes en ligne et à terme de livraison mutualisée

La solution permet de mettre en place une "marque" Plessis-Robinson Boutik's" qui donne une image innovante et utile aux commerces locaux. Les fonctionnalités (fidélisation, bons plans, achat et paiement en ligne ...) correspondent aux attentes de la clientèle et permettent de renforcer le lien avec ces derniers.

Pour le commerçant, au quotidien l'application s'utilise via un smartphone ou une tablette. Chaque commerçant accède à son Back office sur PC. Des séances de formation sont organisées pour les commerçants ainsi que des tutos disponibles dans l'application.

Le coût pour les clients est nul. Pour les commerces le coût prend la forme de remises données à leur

clients fidèles. Il n'y a pas de coût d'abonnement.

Le back office administrateur permet de suivre en temps réel l'évolution et l'utilisation de la plateforme. Il permet d'éditer des statistiques à la demande pour mesurer les effets de la mise en place de cette solution.

La mise en place se fait en partenariat avec les commerçants et leur association par des rendez vous réguliers et un accompagnement personnalisé auprès des commerçants.

Tous les moyens de communication de la ville sont déployés : Affichage, journal municipal, réseaux sociaux, sur les boutiques, mise en place d'une PLV spécifique : drapeau, affiche, rappel visuel en caisse.

La ville déploie la solution et assure son suivi via sa Sem avec laquelle elle a établi un contrat de prestation en ce sens. Le manager de Centre ville, employé par la Sem, assure le rôle de chef de projet (1/2 ETP).

Localisation géographique :

🏠 LE PLESSIS-ROBINSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Plateforme Co'mercéa (hébergement, maintenance, sauvegarde données, nom de domaine, hotline, module abonnement livraisons, etc.) | 29 508,00 | 100,00% |
| Total | 29 508,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|-----------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| REGION IDF | 10 000,00 | 33,89% |
| AUTOFINANCEMENT | 19 508,00 | 66,11% |
| Total | 29 508,00 | 100,00% |

Annexe 2 : Règlement d'Intervention chèque numérique et écologique

Règlement d'Intervention modifié

Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens

BASES RÉGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité adoptée par délibération CR 2018-043, à la stratégie Energie climat de la Région Île-de-France adoptée par délibération CR 2018-016, au Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Île-de-France adopté par délibération CR 2019-053, à la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire adoptée par délibération CR 2020-040, le présent dispositif a pour objectifs de :

- réduire le retard numérique et développer l'activité en ligne des artisans et commerçants de proximité ;
- accompagner les artisans et commerçants de proximité dans leur transition écologique.

Le dispositif « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et des commerçants franciliens » se décline en plusieurs volets en fonction de la typologie de bénéficiaires visés :

📁 Volet 1 : artisans et commerçants franciliens :

1.1 Chèque numérique pour un commerce connecté

1.2 Chèque vert pour la transition écologique

📁 Volet 2 : communes ou leurs groupements

2. Chèque numérique pour un commerce connecté

VOLET 1 : ARTISANS ET COMMERÇANTS FRANCILIENS

Sont éligibles :

- les artisans et commerçants de proximité, entreprises, indépendants ou non (hors association), avec ou sans point de vente, sédentaires ou non, y compris les artisans d'art, dont l'activité relève d'un des codes NAF/APE listés ci-dessous¹;

¹ Sont éligibles les artisans et commerçants de proximité, c'est-à-dire les établissements qui proposent la vente de produits ou services aux particuliers dont les achats sont quotidiens ou fréquents : commerce de détail (dt commerces de bouche), coiffure-soin de beauté, restauration, fleuristes, services de réparation aux particuliers, ... mais aussi artisan d'art. Il cible ainsi les artisans et commerces de proximité tels que définis ci-dessus et relevant des codes APE 10 à 33, 43 à 47, 55 et 56, 7410Z, 7420Z, 79, 81, 9003A, 9312 et 9313, 95 et 96. Sont donc notamment exclus les entreprises de la filière numérique, la vente par correspondance (ou exclusivement à distance), les activités financières et immobilières, les organismes de formation, les activités de conseil, les bureaux d'études, les activités de services aux entreprises. La Région se réserve par ailleurs le droit d'exclure un établissement dont l'activité ne correspond manifestement pas à son code APE ou à celle d'artisan et commerce de proximité défini plus haut.

- dont l'établissement est situé en Ile-de-France et a été créé au moins six mois avant la date de la demande ;
- avec un effectif inférieur à 20 salariés, y compris les entreprises sans salarié ;
- qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ces seuils d'effectif et de CA ;
- inscrits au RCS et/ou au RM.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment² :

- un extrait Kbis ou D1,
- un RIB,
- SOIT directement les factures acquittées ;
- SOIT les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire, ...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur transmission des factures acquittées.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition numérique/écologique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque ainsi que l'inscription d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

1.1 Chèque numérique pour un commerce connecté

Le Chèque numérique a une valeur incitative et intervient sur les volets suivants :

- 🔧 Améliorer sa gestion digitale
- 🔧 Développer le Web-to store grâce au marketing digital et la présence en ligne
- 🔧 Booster ses ventes grâce au e-commerce
- 🔧 Faciliter l'accès de la clientèle au wifi pour les bars et restaurants accueillant du public avec places assises

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ayant pour objet grâce au digital de renforcer ou faciliter :

- la gestion de l'activité par le biais d'outils numériques,
- la visibilité, la notoriété, la présence en ligne, l'attractivité du commerce et la fidélisation de la clientèle, etc. ;
- le développement des ventes par la réservation en ligne, le click and collect, le drive, la vente en ligne, etc.
- les compétences numériques des artisans et commerçants grâce à des formations individuelles délivrées par un formateur agréé ;

² La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

- l'accès gratuit de la clientèle au wifi (hors consommation) uniquement pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, etc.

Parmi les dépenses éligibles on compte notamment :

En fonctionnement :

- Abonnements à des logiciels et solutions digitales de gestion en ligne (gestion de stock, facturation, solutions de paiement, logiciel d'encaissement pour caisse tactile-connectée ou imprimante connectée, comptabilité, gestion et relations clients, CRM/EBP, sécurité...), ainsi que les frais d'installation et de paramétrage de ces solutions
- Solutions de géolocalisation, frais de référencement (SEO), achat de mots clés, campagne Adwords (SEA), analyse des statistiques d'audience, etc.
- Dépenses de publicité digitale : solutions pour la visibilité digitale (page vitrine, « landing page »), campagne de publicités en ligne, création de contenus d'un site vitrine, achat de publicités sur les réseaux sociaux (SMA, SMO), solutions de fidélisation (programme fidélité, carte de fidélité, promotion, bons plans..), solutions d'envois de mails, sms, newsletters,...
- Réservation de nom de domaine, frais d'hébergement, etc.
- Abonnement à un logiciel de création de site / création de site en SaaS, frais d'optimisation
- Abonnement ou commissions sur les ventes liés à une solution visant à développer les ventes : prise de RDV, création de devis, marketplace (place de marché, plateforme en ligne), application de vente en ligne ou de click and collect, solution digitale, gestionnaire de marketplaces /gestionnaire de flux...
- les frais de formation, d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions,...
- les frais de formation individuelle pour améliorer ses compétences numériques (formation délivrée par un formateur agréé en présentiel ou en ligne) ;
- les frais liés au recours à des solutions ou services de livraison (prestation ponctuelle, abonnement...)
- les frais de fonctionnement (abonnement, location hors crédit-bail, ...) relatifs à des écrans numériques à visée informationnelle ou promotionnelle.

Pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, sont également éligibles les dépenses facilitant l'accès de la clientèle au wifi, à savoir notamment les dépenses de fonctionnement relatives à la location ou prêt de borne wifi professionnelle ainsi que les abonnements wifi professionnels. Ces dépenses peuvent être prises en compte uniquement si l'accès wifi est proposé gratuitement aux consommateurs clients.

Ou en investissement :

- Investissement lié à l'acquisition de licence, achat de logiciel
- Investissement pour le développement, réalisation, acquisition d'un site internet
- Investissement relatif à l'acquisition d'écrans à usage professionnel pour des diffusions à visée informationnelle ou promotionnelle.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses de fonctionnement à l'exception des dépenses d'investissement indiquées ci-dessus pour l'achat d'écrans pour des diffusions de contenus à visée informationnelle ou promotionnelle, l'achat de licences ou logiciels, le développement / réalisation / acquisition / renouvellement de site internet relevant de la section investissement. Selon le type de dépenses qui seront présentées par le bénéficiaire, il conviendra de sélectionner le type d'aide adéquat (investissement ou fonctionnement).

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans les charges de l'entreprise, hormis les dépenses d'investissement indiquées ci-dessus qui devront être comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise. Il devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes démarches. La subvention finançant l'acquisition d'immobilisation correspond pour le bénéficiaire à une subvention d'investissement.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020** et dans un délai maximal de 18 mois avant la date de la demande pour les demandes sur factures ou dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification pour les demandes sur devis.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

| Montant des dépenses éligibles | Montant de la subvention |
|--------------------------------|--------------------------|
| A partir de 300 € | 150 € |
| A partir de 600 € | 300 € |
| A partir de 900 € | 450€ |
| A partir de 1200 € | 600 € |
| A partir de 1500 € | 750 € |
| A partir de 1800 € | 900 € |
| A partir de 2100 € | 1050 € |
| A partir de 2400 € | 1200 € |
| A partir de 2700 € | 1350 € |
| A partir de 3000 € | 1500 € |

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

1.2 Chèque vert en faveur de la transition écologique des artisans et commerçants

Le Chèque vert intervient sur les axes suivants :

-  Développer la consigne pour réemploi

- ☛ Optimiser le tri et la gestion des déchets
- ☛ Diminuer les consommations d'énergie et d'eau
- ☛ Améliorer la qualité de l'air intérieur
- ☛ Développer les mobilités douces

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement les dépenses d'investissement suivantes :

☛ Economie circulaire et gestion des déchets

- Bacs de tri multi-flux de déchets afin d'optimiser le tri des déchets valorisables
- Broyeurs ou compacteurs pour les déchets des commerçants
- Composteurs et lombricomposteurs
- Acquisition de contenants, emballages et emportes restes réutilisables et consignés pour les commerçants
NB : ils doivent être consignés pour être considérés comme des dépenses d'investissement
- Présentoirs à vrac et distributeurs à vrac
- Equipements de nettoyage d'outils du second œuvre zéro rejet liquide pour les artisans du BTP (ex. une machine pour nettoyer les pinceaux)
- Equipements d'entretien/réparation des outils des artisans et commerçants
- Equipements de valorisation des chutes de matières ou de réduction des pertes des artisans

☛ Régulation et émetteurs de chaleur*

- Plancher chauffant hydraulique à basse température - BAT-TH-103
- Robinet thermostatique sur radiateur existant - BAT-TH-104
- Radiateur basse température pour un chauffage central - BAT-TH-105
- Système de régulation par programmation d'intermittence (thermostat programmable). - BAT-TH-108
- Optimiseur de relance en chauffage collectif comprenant une fonction auto-adaptative - BAT-TH-109
- Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone - BAT-TH-112
- Système de gestion technique du bâtiment (GTB) pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire - BAT-TH-116
- Déstratificateur ou brasseur d'air - BAT-TH-142
- Freecooling par eau de refroidissement en substitution d'un groupe froid pour la climatisation - BAT-TH-156
- Chauffe-eau solaire individuel BAR-TH-101
- Chauffe-eau thermodynamique à accumulation BAR-TH-148
- Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau – BAR – TH - 104

☛ Eclairage (hors extérieur ou terrasses)*

- Remplacement de luminaires intérieurs par des luminaires d'éclairage intérieur général à modules LED - BAT-EQ-127
- Lanterneaux d'éclairage zénithal - BAT-EQ-129
- Conduits de lumière naturelle - BAT-EQ-131

☛ Ventilation, amélioration de la qualité de l'air* (hors hottes)

- Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé - BAT-TH-125
- Ventilation mécanique double flux avec échangeur à débit d'air constant ou modulé - BAT-TH-126
- Ventilation mécanique simple flux hygroréglable - BAR-TH-127
- Système de ventilation double flux autoréglable ou modulé à haute performance – BAR – TH 125
- Ajout de matériel de filtration sur la ventilation existante
- Matériel de mesure de dioxyde de carbone pour alerter sur un risque d'air trop confiné.

- Purificateurs d'air pour lesquels le bénéficiaire se sera assuré de l'efficacité et de l'innocuité dans la situation rencontrée en accord avec les recommandations du Haut Conseil de la Santé Publique
- Autres équipements d'efficacité énergétique*
 - Installation frigorifique utilisant du CO2 surcritique ou transcritique. - BAT-EQ-117
 - Moto-variateur synchrone à aimant - BAT-EQ-123
 - Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive - BAT-EQ-124
 - Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative - BAT-EQ-125
 - Système de condensation frigorifique à haute efficacité - BAT-EQ-130
 - Système hydro-économiques (France métropolitaine) - BAT-EQ-133
 - Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante (France métropolitaine) - BAT-TH-134
 - Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une basse pression flottante (France métropolitaine) - BAT-TH-145
- Isolation*
 - Isolation de combles ou de toitures - BAT-EN-101
 - Isolation des murs- BAT-EN-102
 - Isolation d'un plancher BAT-EN-103
 - Isolation des toitures-terrasses - BAT-EN-107
 - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant BAT-EN-104
 - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage parietodynamique BAT-EN-111
 - Isolation phonique
- Mobilités douces
 - Points de recharge ouverts au public sur des espaces de parking privés, puissance maximale de 22 kW
 - Points de recharge pour l'usage professionnel, de puissance maximale de 22 kW
 - Abri à toit pour vélo
 - Achat de vélo cargo (avec ou sans assistance électrique)
 - Achat d'un kit de motorisation aux normes des VAE (250W) pour le monter sur un vélo-cargo

* Pour être éligibles, les dépenses signalées par un astérisque doivent avoir été effectuées pour un local commercial ou un atelier dédié indépendant.

Seront également éligibles les dépenses de main d'œuvre correspondant à des travaux ou figurant dans une même facture pouvant comprendre équipement et prestations d'installation et de livraison.

Les dépenses prises en compte portent sur une durée maximale d'un an.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses soient comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible.

Les dépenses éligibles doivent avoir été effectuées **à compter du 23 juillet 2021** et dans un délai maximal de 18 mois avant la date de la demande pour les demandes sur factures.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

| Montant des dépenses Éligibles | Montant de la subvention |
|---|-------------------------------------|
| A partir de 300 € | 150 € |
| A partir de 600 € | 300 € |
| A partir de 900 € | 450€ |
| A partir de 1200 € | 600 € |
| A partir de 1500 € | 750 € |
| A partir de 1800 € | 900 € |
| A partir de 2100 € | 1050 € |
| A partir de 2400 € | 1200 € |
| A partir de 2700 € | 1350 € |
| A partir de 3000 € | 1500 € |

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

1.3. Cumul des aides et modalités de versement

Cumul des chèques

Le chèque numérique et le chèque vert sont cumulables pour un même établissement. Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois du même type de chèque.

Modalités de versement et caducité

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée pour chaque chèque uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures, dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans

le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

VOLET 2 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMERCE DE LEUR TERRITOIRE

L'aide régionale a pour objet de soutenir la mise en place de projets digitaux par les communes ou leurs groupements visant à renforcer les compétences numériques des commerces de leur territoire et développer leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits.

Bénéficiaires

Sont éligibles les communes du territoire francilien ou leurs groupements.

Modalités de la demande d'aide

Pour être bénéficiaire de l'aide, le candidat doit s'inscrire sur la plateforme des aides régionales et compléter le dossier de candidature en ligne.

Le candidat transmet notamment les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles ou réalisées (devis, factures) pour un avis de notification. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le candidat devra justifier de la pertinence du développement de la solution à l'échelle de son territoire en articulation avec l'offre existante.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Le volet 2 du chèque numérique vise à soutenir la mise en place ou le renouvellement par les communes ou leurs groupements de projets digitaux visant à développer grâce au digital l'activité des commerces de proximité en renforçant leurs compétences numériques et en favorisant leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits, tels que :

- solution de référencement / recensement des commerces / géolocalisation,
- solution de click and collect,
- solution d'aides à la vente, de marketplace locale, avec ou non solution de paiement et service de logistique,
- solution de promotion et de fidélisation, gamification, d'animation commerciale
- formation en ligne au numérique pour les commerces de son territoire...

L'aide proposée prend en charge soit des dépenses de fonctionnement, soit des dépenses d'investissement en fonction de la solution choisie, notamment :

- abonnement sur 12 mois maximum,
- frais de formation liés à l'acquisition de la solution,

- frais d'installation, de paramétrage, gestion des encaissements,
- hébergement, licence,...
- acquisition, développement ou renouvellement de la solution,...
- dépenses de communication,...
- assistance à maîtrise d'ouvrage, accompagnement,
- dépenses liées à la mise en place de formations en ligne pour renforcer les compétences numériques des commerces de son territoire,...

Le bénéficiaire devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes Démarches.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020**. Si les dépenses présentées sont antérieures à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, elles doivent avoir été réalisées dans un délai maximal de 12 mois avant la date de la demande pour être éligibles.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide qu'une fois par an dans la limite maximale de 3 années.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

En tant que collectivité unique à statut particulier, la Ville de Paris pourra, contrairement aux autres collectivités, bénéficier de l'aide plusieurs fois par an.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 1 000 € sur les dépenses **Hors Taxes** pour les subventions d'investissement et sur les dépenses **Toutes Taxes Comprises** pour les subventions de fonctionnement dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

| Montant des dépenses éligibles | Montant de la subvention |
|--------------------------------|--------------------------|
| A partir de 2 000 € | 1 000 € |
| A partir de 4 000 € | 2 000 € |
| A partir de 6 000 € | 3 000 € |
| A partir de 8 000 € | 4 000 € |
| A partir de 10 000 € | 5 000 € |
| A partir de 12 000 € | 6 000 € |
| A partir de 14 000 € | 7 000 € |
| A partir de 16 000 € | 8 000 € |
| A partir de 18 000 € | 9 000 € |
| A partir de 20 000 € | 10 000 € |

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Modalités de versement et caducité

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes pour les subventions d'investissement et sur la base des dépenses présentées Toutes Taxes Comprises pour les subventions de fonctionnement. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
 - ou d'un paiement unique,
- dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).